



# AVERTISSEMENT !

## Un virus menace l'avenir du Brésil et de la Civilisation Chrétienne !

***Le concept catholique du bien commun est l'antidote contre la manipulation idéologique de la pandémie de coronavirus***

**L**e Brésil et presque tous les pays traversent la Semaine sainte la plus triste de leur histoire en raison de la menace d'une pandémie, mais surtout parce qu'ils sont privés des commémorations et des grâces liées à la Passion, à la Mort et à la Résurrection de Notre Seigneur Jésus-Christ, que l'Église organise depuis la lointaine année 389.

Nous vivons l'un de ces moments qui marquent l'histoire et définissent l'avenir des générations suivantes.

En plus de ses implications sanitaires, la pandémie de coronavirus pourrait provoquer les plus grands changements auxquels l'humanité ait été confrontée au cours des deux mille ans du christianisme.

Des transformations sont opérées sans que presque personne ne les analyse en profondeur ou n'en présente une vue d'ensemble capable d'alerter l'opinion publique. D'ailleurs, elles sont absorbées avec résignation face à une calamité publique aux proportions apocalyptiques.

« Confiscation », « redistribution des revenus », « nouveau modèle économique », « impôt sur la fortune », « ordonner la production pour faire face à la pandémie », etc. sont des sujets de plus en plus fréquents dans les médias. Dans le même temps, un matraquage publicitaire répand la vieille rancune de la « lutte des classes », comparant les quarantaines dans les « manoirs » et les « bidonvilles ».

Dire que le monde « ne sera plus jamais le même » est devenu un nouveau slogan repris dans divers milieux sociaux. Il est censé devenir un monde plus « égalitaire », « écologique », « post-industriel ».

Cependant, selon ses prophètes, ce « nouveau monde » ne résultera pas de la correction des erreurs passées et de la mise en œuvre d'un « Retour à l'ordre » [i] basé sur la loi naturelle et les principes d'une société organique. Ce sera le monde utopique des

écologistes radicaux et des indigénistes, ou celui rêvé par les partisans d'une gouvernance mondiale, d'abord dans le domaine de la santé, puis de l'écologie, et enfin dans les sphères politiques et même philosophiques et religieuses.

Une des éditions du livre *Glissement idéologique à votre insu et dialogue*, publié par l'Institut Plinio Corrêa de Oliveira (légende)

Pour surmonter ce danger, inspiré par l'essai du professeur Plinio Corrêa de Oliveira intitulé *Glissement idéologique à votre insu et dialogue*, publié en 1966, cet Institut, qui a l'honneur de porter son nom, présente au public brésilien cette première analyse des risques auxquels nous sommes confrontés en ce moment critique. Nous espérons que ce cri d'alerte éveillera des esprits généreux, mais peu méfiants, les préservant ainsi d'une vaste manipulation idéologique.

Nous basons cette analyse sur les principes de la doctrine sociale de la Sainte Église catholique, dont il faut se souvenir aujourd'hui plus que jamais parce qu'ils ont été réduits au silence par tant de chaires épiscopales infectées par le virus de la théologie de la libération.

En ce moment de confusion et de relativisme, les principes de l'enseignement catholique traditionnel fourniront les orientations nécessaires à une humanité qui a placé toute sa confiance dans la science et la technologie modernes et qui se trouve soudain plongée dans l'insécurité et confrontée à un avenir incertain et menaçant.

## 1. Le véritable concept de bien commun

Le souci de la santé physique a monopolisé le débat public au nom du « bien commun ».

Cependant, le bien commun ne se limite pas à des fins utilitaires et « laïques », un sens qu'il a acquis dans les démocraties modernes. Son véritable concept a plusieurs implications particulièrement valables pour la crise actuelle.

Extrait du Compendium de la doctrine sociale de l'Église : [2]

« **164** *De la dignité, de l'unité et de l'égalité de toutes les personnes découle avant tout le principe du bien commun, auquel tout aspect de la vie sociale doit se référer pour trouver une plénitude de sens. Selon une première et vaste acception, par bien commun on entend : « cet ensemble de conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée ».*

Aussi :

« **170** *Le bien commun de la société n'est pas une fin en soi ; il n'a de valeur qu'en référence à la poursuite des fins dernières de la personne et au bien commun universel de la création tout entière. Dieu est la fin dernière de ses créatures et en aucun cas on ne peut priver le bien commun de sa dimension transcendante, qui dépasse, mais aussi achève la dimension historique.<sup>359</sup> Cette perspective atteint sa plénitude en vertu de la foi dans la Pâque de Jésus, qui éclaire pleinement la réalisation du vrai bien commun de l'humanité.*

Notre histoire — l'effort personnel et collectif pour élever la condition humaine — commence et culmine en Jésus : grâce à lui, par lui et pour lui, toute réalité, y compris la société humaine, peut être conduite au Bien suprême, à son achèvement. Une vision purement historique et matérialiste finirait par transformer le bien commun en simple *bien-être socio-économique*, privé de toute finalisation transcendante, c'est-à-dire de sa raison d'être la plus profonde ».

De même que séparer les préoccupations économiques des autres aspects de la vie humaine réduirait l'homme à sa seule dimension *historique et matérialiste*, de même les préoccupations relatives à la santé physique, si elles ne sont pas harmonisées avec les autres besoins transcendants de l'homme et subordonnées au bien moral, finiraient par nier le « bien commun » lui-même.

## **2. Le bien commun est avant tout spirituel**

C'est donc une grave inversion des valeurs et un déni du véritable « bien commun » que de fermer les églises à cette époque, en refusant aux fidèles l'accès aux sacrements.

Le ministère religieux est évidemment d'utilité publique. Les églises doivent rester ouvertes, le culte public doit se poursuivre, et l'on doit continuer à administrer les sacrements tant que des règles prudentielles sont respectées pour éviter la contagion.

Le droit des prêtres à se déplacer doit être respecté en toutes circonstances, tout comme celui du personnel sanitaire afin qu'il puisse servir les fidèles, et surtout les mourants, dans les hôpitaux et les foyers.

D'un point de vue juridique, cette activité étant légale et explicitement protégée par la Constitution, les autorités publiques ne pouvant l'empêcher tant que les règles sanitaires sont respectées. C'est surtout à l'Église — et non à l'État — qu'il revient d'avoir le dernier mot sur cette question.

À cet égard, l'archevêque Carlo Maria Viganò, ancien nonce à Washington, a déclaré dans une récente interview : « Je comprends et partage, bien entendu, le respect dû aux principes fondamentaux de protection et de sécurité que l'Autorité civile établit pour la santé publique. Cependant, tout comme elle a le droit d'adopter des mesures affectant le corps, l'autorité ecclésiastique a le droit et le devoir de s'occuper de la santé des âmes : elle ne peut priver les fidèles de la très sainte Eucharistie, encore moins du sacrement de Pénitence et du Saint Viatique ».

Le respect de la pratique religieuse est d'autant plus nécessaire lorsque l'on sait que le système immunitaire des gens, en particulier celui des personnes âgées ou atteintes de maladies graves, est affaibli par la panique, la dépression et l'épuisement. La privation de soins spirituels et pastoraux ne peut qu'avoir un impact néfaste sur la santé publique. En fait, le président Jair Bolsonaro l'a reconnu dans un récent décret, dans lequel il considère les messes comme une activité essentielle.

Les pasteurs qui non seulement cèdent sans protester contre la violation de la liberté naturelle et constitutionnelle de pratiquer la religion, mais se rangent du côté des autorités et appliquent les règles sanitaires de manière encore plus stricte que ces dernières ne l'indiquent, trahissent leur mission sacrée.

### **3. Le bien commun résulte de l'harmonisation des différents intérêts**

Si la santé est l'un des principaux éléments de la vie collective, elle n'est pas pour autant une valeur suprême ou un droit absolu qui l'emporte sur le *bien moral* ou qui pourrait mettre en péril l'existence et l'avenir d'une nation.

Toujours selon le Compendium de la Doctrine sociale catholique : [3]

« **169** *Pour garantir le bien commun, le gouvernement de chaque pays a pour tâche spécifique d'harmoniser avec justice les divers intérêts sectoriels.*<sup>358</sup> La juste conciliation des biens particuliers de groupes et d'individus est une des fonctions les plus délicates du pouvoir public. En outre, il ne faut pas oublier que dans l'État démocratique, où les décisions sont prises d'ordinaire à la majorité des représentants de la volonté populaire, ceux à qui revient la responsabilité du gouvernement sont tenus d'interpréter le bien commun de leur pays, non seulement selon les orientations de la majorité, mais dans la perspective du bien effectif de tous les membres de la communauté civile, y compris de ceux qui sont en position de minorité ».

Il ne suffit pas de suivre la volonté de la minorité ou même de la majorité. Il faut tenir compte du *bien commun* du pays.

Il faut donc rechercher un équilibre entre les exigences de la lutte contre l'épidémie et les exigences de la vie collective ; celles-ci ne doivent pas être sérieusement menacées, et encore moins dans leurs valeurs les plus fondamentales, par des décisions provoquées par la panique.

De telles décisions peuvent entraîner non seulement une augmentation du nombre de décès dus au virus, mais aussi la faim et la mort résultant de catastrophes sociales et économiques imprévisibles.

Il est paradoxal de voir les organisations internationales, les courants idéologiques et médiatiques qui prônent ardemment le sacrifice de victimes innocentes par l'avortement et l'euthanasie, passer d'un seul coup à défendre passionnément le droit à la vie comme une valeur unique. Cette hypocrisie révèle que leur véritable motivation est de faire avancer un programme idéologique.

Certains pensent que ce programme cherche à poursuivre l'utopie d'un nouvel ordre mondial totalitaire. D'autres, au contraire, y voient une quête de démantèlement de la civilisation et d'évolution vers la vie tribale utopique prônée par les choristes de la théologie de la libération et de l'écologie radicale.

### **4. Dans le domaine temporel, il appartient au pouvoir exécutif d'harmoniser les intérêts contradictoires au nom du véritable bien commun**

Il appartient à la seule autorité publique — et non aux organisations internationales, aux experts de la santé, aux médias ou aux lobbies idéologiques — de déterminer les mesures appropriées pour lutter contre l'épidémie et, dans le même temps, d'harmoniser

les intérêts conflictuels. Cette autorité reçoit de Dieu le pouvoir surnaturel et les grâces pour prendre des décisions qui doivent être respectées à moins qu'elles ne contredisent le bien moral, qui est le fondement de la Loi naturelle.

La lutte contre le coronavirus, dans la mesure où elle a des implications sociales, politiques, économiques et religieuses (comme la fermeture des églises) n'est pas seulement une question de santé publique. Son impact va bien au-delà de la santé physique et immédiate des citoyens.

Par conséquent, le bien commun exige, dans les démocraties modernes, qui ont des branches de pouvoir séparées, que l'ordre institutionnel soit respecté et que, par conséquent, les autorités du pouvoir exécutif décident, à leurs niveaux respectifs, des mesures appropriées qui doivent être prises.

Il appartient à ces autorités de mesurer les implications de ces mesures sur chaque secteur — et pas seulement sur la santé publique —, pour prendre des décisions qui conviennent à la société dans son ensemble.

En s'arrogeant le droit de décider sur de telles questions, les pouvoirs législatif et judiciaire constituent une grave menace pour le bien commun en outrepassant leurs propres fonctions, en créant des lois ou en contrôlant la légalité des mesures, comme cela s'est produit au Brésil et ailleurs.

En envahissant la sphère du pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire dépasse non seulement ses fonctions, mais agit de manière paradoxale, car il a toujours été traditionnellement un défenseur des libertés publiques face aux limitations imposées par les autres pouvoirs. Cette situation est aujourd'hui inversée, et nous avons des décisions judiciaires qui nient même le droit à la liberté d'expression [4] à ceux qui s'opposent à ce que la « pensée unique » soit imposée au reste de la société.

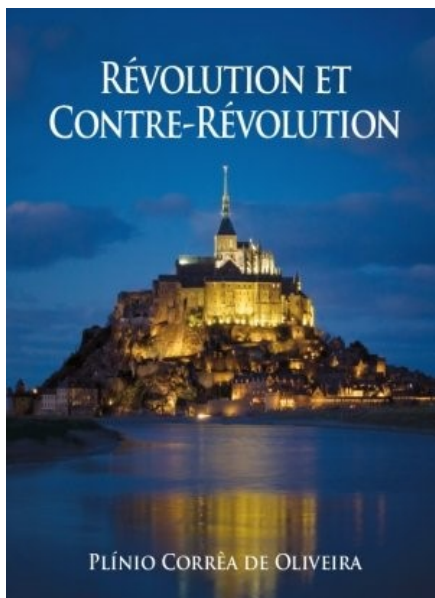
## **5. Le bien commun exige que les limitations des libertés publiques et des droits individuels soient temporaires**

On voit un autre paradoxe dans la gauche brésilienne. Ceux qui, dans un passé assez récent, étaient des défenseurs des libertés publiques et des droits individuels sont aujourd'hui des promoteurs de mesures extrêmes de contrôle de la population, et plus encore, favorables à l'application indéfinie de telles mesures.

Certains vont même jusqu'à prôner la nécessité de mécanismes de contrôle internationaux capables de lutter efficacement contre des situations comme celle du Coronavirus.

Ils évoquent souvent le succès tant vanté (quoique suspect) du « modèle chinois » qui, selon eux, a permis de lutter contre la propagation du virus sans se soucier des libertés individuelles.

Dans de nombreux pays, l'isolement obligatoire n'est plus une hypothèse lointaine. En raison de la pandémie, plus de 40 % de la population mondiale est confinée chez elle. [5]



Dans son chef-d'œuvre, *Révolution et contre-révolution*, le Pr Plinio Corrêa de Oliveira affirme qu'un gouvernement fort, nécessaire pour faire face à une crise telle que celle que nous traversons actuellement, doit nécessairement être transitoire.

Expliquant le concept de « dictature », il écrit :

« Certaines circonstances exigent pour le salut populi une suspension provisoire de tous les droits individuels et un exercice plus fort du pouvoir. La dictature peut donc être légitime dans certains cas ».

Ensuite il cite certaines exigences pour qu'elle soit légitime, notamment :

1. « Elle doit suspendre les droits, non pour renverser l'ordre, mais pour le protéger. Par ordre, nous n'entendons pas seulement la tranquillité matérielle, mais aussi la disposition des choses selon leur fin et leur place respectives dans l'échelle des valeurs ».

2. « Par définition, cette suspension doit être provisoire et préparer les circonstances, afin de revenir le plus vite possible à l'ordre et à la normalité. Dans la mesure où elle est bonne, la dictature consume donc sa propre raison d'être. L'intervention du pouvoir dans les divers secteurs de la vie nationale doit se faire de telle manière que, dans le plus court laps de temps possible, chaque secteur puisse vivre avec l'autonomie nécessaire ».

3. « La dictature révolutionnaire vise, au contraire, à s'éterniser. Elle viole les droits authentiques et pénètre dans toutes les sphères de la société pour les anéantir en disloquant la vie de famille, en portant préjudice aux vraies élites, en bouleversant la hiérarchie sociale, en nourrissant la foule d'utopies et d'aspirations désordonnées, en étouffant la vie réelle des groupes sociaux et en assujettissant tout à l'État, bref en favorisant l'œuvre de la Révolution. L'hitlérisme est l'exemple typique de ce genre de dictature. C'est pourquoi la dictature révolutionnaire est fondamentalement anticatholique ».

Par conséquent, dans l'urgence actuelle, le principe qui devrait s'appliquer est de limiter au minimum l'étendue et la durée des restrictions aux libertés publiques et à la vie normale, et non l'inverse.

## **6. Dans l'intérêt du bien commun, le principe de subsidiarité doit être respecté même dans les situations d'urgence**

Si les pouvoirs publics représentent la tête du corps social et jouent un rôle directeur essentiel, la vie en société résulte de l'activité et de l'énergie développées par toutes les cellules du corps social.

La lutte contre la pandémie n'est pas une attribution exclusive de l'État, mais nécessite également la contribution de la société. Le gouvernement ne doit pas monopoliser toutes les activités connexes sous prétexte d'une urgence nationale.

Les autorités publiques doivent respecter la propriété privée et la libre entreprise, ainsi que les droits des parents et des organismes intermédiaires dans toute la mesure du possible, et les indemniser équitablement et en temps voulu pour toute limitation ou dommage.

Toujours d'après le Compendium de la doctrine sociale de l'Église :

« **185** *Présente dès la première grande encyclique sociale, la subsidiarité figure parmi les directives les plus constantes et les plus caractéristiques de la doctrine sociale de l'Église. Il est impossible de promouvoir la dignité de la personne si ce n'est en prenant soin de la famille, des groupes, des associations, des réalités territoriales locales, bref de toutes les expressions associatives de type économique, social, culturel, sportif, récréatif, professionnel, politique, auxquelles les personnes donnent spontanément vie et qui rendent possible leur croissance sociale effective. Tel est le cadre de la *société civile*, conçue comme l'ensemble des rapports entre individus et entre sociétés intermédiaires, les premiers à être instaurés et qui se réalisent grâce à "la personnalité créative du citoyen".*

Le réseau de ces rapports irrigue le tissu social et constitue la base d'une véritable communauté de personnes, en rendant possible la reconnaissance de formes plus élevées de socialité ».

Pendant cette quarantaine, nous ne pouvons pas oublier les hommes d'affaires des petites et moyennes entreprises, les professionnels libéraux, les indépendants et leurs familles qui représentent encore un reste de vie organique dans les sociétés mondialisées dans lesquelles nous vivons. Ils seront durement touchés par la crise économique qui se manifeste déjà dans ses premiers symptômes.

Le meilleur du Brésil, c'est son peuple généreux, travailleur et innovateur.

Ces caractéristiques — découlant des valeurs morales et transcendantales que la Divine Providence a bien voulu nous inculquer — ont profondément marqué notre pays et sont elles aussi gravement menacées par la crise actuelle.

D'un point de vue pratique, le respect de la subsidiarité est d'autant plus nécessaire qu'il est évident que le secteur privé est beaucoup plus rapide à réagir et plus souple pour appliquer des remèdes que l'appareil d'État lourd et bureaucratique. Sa contribution est donc indispensable non seulement pour faire face à l'épidémie, mais surtout pour les efforts de reconstruction nationale qui suivront, car le pays devra faire face à une dépression mondiale qui pourrait être la plus grande jamais enregistrée.

## **7. Le bien commun exige le renforcement de la souveraineté nationale**

L'épidémie de coronavirus a révélé la fragilité d'un monde globalisé et interconnecté basé sur le chant des sirènes du mercantilisme qui sacrifie les « courts-circuits » de production et de consommation au profit de « longs circuits » susceptibles d'être perturbés par les diverses contingences de la vie humaine (catastrophes, changements géopolitiques, etc.).

Ces circonstances ont clairement montré comment une partie considérable du monde



dépend de la bonne volonté des chefs de la Chine communiste. En conséquence, cela devrait conduire à un effort de réindustrialisation du Brésil et à l'établissement de partenariats commerciaux qui rendent notre économie moins dépendante de la Chine et plus orientée vers la satisfaction de nos besoins intérieurs.

Pour la même raison, nous devons veiller à ce que les fleurons de notre industrie, nos terres agricoles et notre richesse nationale, dévalués par la dépression à venir, ne tombent pas entre les mains de capitaux étrangers douteux, en particulier ceux des grandes entreprises chinoises contrôlées par le parti et l'État communistes.

## 8. Le modèle chinois de contrôle social

Le coronavirus est né en Chine. Aujourd'hui, dans un énorme stratagème publicitaire, les Chinois proposent des masques pour nous protéger du virus. Les médias appellent cette action « la diplomatie des masques ». [6]

Dans ce monde où la fausse notion de bien commun l'emporte sur son vrai concept, de nombreux gouvernements sont prêts à ignorer le communisme chinois — y compris son mépris systématique des droits individuels de son peuple, réduit à l'esclavage — pour recevoir de l'aide en cette période de pandémie.

Il s'agit là d'un effondrement massif des barrières idéologiques en vigueur dans le monde entier, sans que beaucoup de gens ne s'en rendent compte.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le président chinois ait appelé le président Trump pour l'« offrir de l'aide ». [7]

La Chine a été présentée non seulement comme un pays modèle pour contenir le virus, mais s'est également fait connaître pour sa capacité de contrôle social grâce aux nouvelles techniques de suivi numérique, à la reconnaissance faciale, etc.

Pourtant, il n'existe pas de données fiables sur la Chine. Les dirigeants chinois filtrent les médias écrits et sociaux et affirment que le pays a isolé le coronavirus.

Le Parti communiste chinois a largement fait connaître sa capacité à utiliser les technologies de pointe pour identifier et suivre les personnes. [8]

Grâce à la reconnaissance faciale sur les smartphones — qui indiquent la localisation de l'utilisateur — les dirigeants chinois peuvent localiser chaque individu et définir avec qui il a été en contact.

À l'heure actuelle, rien ne semble plus utile et séduisant, et en même temps plus opposé aux authentiques libertés individuelles que l'on trouve dans une société organique qui respecte le principe de subsidiarité.

N'est-ce pas là un nouveau modèle de société interconnectée et mondialisée,





socialisée dans un État fort et de plus en plus égalitaire ?

Ne prépare-t-on pas un nouveau modèle de société interconnectée, mondialisée et socialisée dans un État dictatorial et de plus en plus égalitaire ?

## 9. Le danger d'une dictature à « pensée unique »

Le coronavirus est un réel danger pour la santé publique et ne doit pas être sous-estimé. Cependant, on ne peut pas, au nom d'un bien commun mal compris, sacrifier des valeurs, briser des barrières idéologiques face au communisme, accepter un « changement de paradigme » pour inaugurer un nouveau monde qui est l'antithèse du christianisme.

Une autre dictature est également en train de se mettre en place : la dictature de la « pensée unique », qui cherche à faire taire ceux pour qui l'homme n'est pas seulement un corps, l'économie n'est pas seulement une question d'argent, et le vrai bien commun ne dispense pas des valeurs morales.

Alors que les barrières idéologiques commencent à tomber par crainte d'un virus, il est plus important que jamais de rappeler les principes de la doctrine sociale catholique.

## 10. Glissement idéologique à votre insu

En novembre 1965, Plinio Corrêa de Oliveira publie dans la revue *Catolicismo* son étude sur le *Glissement idéologique à votre insu et dialogue*. [9]

L'illustre penseur et leader catholique y décrit la manœuvre par laquelle on peut amener toute une population à modifier sa façon de voir une réalité sans s'en rendre compte.



Face au danger que représentait le communisme international de l'époque, sans pour autant ignorer le danger nucléaire, Plinio Corrêa de Oliveira a attiré l'attention sur d'autres manœuvres, beaucoup plus discrètes et profondes.

Il s'agissait notamment du glissement idéologique, un processus à l'issue duquel le « patient » aurait changé de position.

La pression actuelle exercée sur l'opinion publique par la présentation d'un nombre effrayant de morts et la poursuite de toute opinion divergente n'est-elle pas un moyen de changer la société sous le couvert d'une question de santé publique ?

N'assistons-nous pas à une manœuvre majeure de glissement idéologique inaperçu dont nous sommes, nous aussi, victimes ?

Pour l'instant, considérons ce que le célèbre éditorialiste Renaud Girard, spécialisé dans les questions géopolitiques, a écrit le 6 avril dans le quotidien parisien *Le Figaro* sous le titre descriptif « “Le confinement, remède pire que le mal ?”

“Les décès provoqués par le Covid-19 dépasseront la centaine de milliers de personnes. Cela fera des centaines de milliers de familles dans la peine, ce qui est évidemment bien triste. Mais il faut savoir raison garder. Bien avant l’apparition du coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère (Sars-CoV-2), les bronchopneumopathies obstructives classiques tuaient déjà beaucoup. En 2016, elles ont fait 3 millions de morts, selon l’OMS. Cette année-là, on n’a pas pour autant arrêté l’économie de la planète.

“L’année dernière, les accidents de la route ont tué plus de 1 million de personnes dans le monde. On n’a pas pourtant interdit la circulation. Heureusement, on réduit le nombre des tués sur la route par des actions ciblées (limitations de vitesse, mesures pénales contre l’alcool au volant, airbags dans les voitures, réfection des routes, etc.).

Contre le Covid-19, il faut aussi recourir à des actions ciblées (dépistage de masse, isolement et soin des personnes infectées, équipement des hôpitaux en respirateurs, etc.).

Tout cela en attendant la mise au point d’un vaccin.

“En revanche, la mortalité mondiale pourrait très bien augmenter à cause de la désorganisation du monde que provoquerait un confinement général prolongé. Le remède risque d’être pire que le mal. Les récessions économiques diminuent l’espérance de vie. ... “Dans le Covid-19, c’est souvent l’excès de réaction du système immunitaire qui finit par tuer le patient. Ne reproduisons pas, dans la géopolitique, cette erreur de la nature ! Gardons notre sang-froid et abstenons-nous de mesures politiques radicales dangereuses pour l’avenir à moyen terme de toute notre planète !” [10]

## **11. Le rôle du Brésil**

De nombreuses manifestations qui ont rempli les avenues, les rues et les places de nos villes au cours des sept dernières années ont eu des répercussions dans le monde entier et ont contribué à remettre le Brésil à sa place, en en faisant un point de référence.

Des gouvernements conservateurs ont été élus dans plusieurs pays, mais aucun d’entre eux n’a vu un tel afflux de personnes descendant dans la rue contre le socialisme, le communisme et leurs nombreuses conséquences.

Les cris “Je veux retrouver mon Brésil” et “Mon drapeau ne sera jamais rouge” ont été révélateurs non seulement du désir d’avoir un gouvernement conservateur, mais aussi d’une réaction profonde d’une nation fatiguée de se taire et d’être ignorée des hommes politiques.

Ce Brésil est maintenant en danger. Il risque d’avoir une division entre les conservateurs, de subir un glissement idéologique inaperçu, ce qui serait beaucoup plus grave que la menace posée par le coronavirus.

En ce moment historique, il n’y a pas que les Brésiliens qui regardent leur patrie menacée ; il y a aussi une partie du monde qui voit avec espoir la réaction anticommuniste qui s’est manifestée ici de manière si explicite. La manière dont le Brésil réagit face à la crise du coronavirus aura une portée encore difficile à mesurer, mais elle ne se limitera certainement pas à nos frontières.

## Conclusion

Dans l'urgence actuelle, nous devons viser plus haut et envisager les événements à un niveau supérieur et dans une perspective à long terme.

Il serait absurde d'imaginer que Dieu, tout-puissant et omniscient, ignore cette pandémie mondiale ou se préoccupe uniquement de nous fortifier spirituellement pour faire face au danger et à la douleur, incapable de changer radicalement le cours des événements.

Dans son infinie sagesse, Dieu a laissé des causes secondaires déclencher cette pandémie. Il n'est pas déraisonnable de se demander si son intention mystérieuse n'était qu'un désir de prouver notre vertu ou surtout de corriger nos vices et péchés comme un bon Père qui veut épargner à ses enfants une perte éternelle.

Tout au long de l'histoire, les peuples ont considéré les fléaux comme des avertissements ou châtiments divins et ont élevé à la divine et sublime Majesté le poignant chant de Carême : *Parce, Domine, parce populo tuo quem redemisti, Christe, sanguine tuo ut non in aeternum irascaris nobis* - "Pardonne, Seigneur, ton peuple, racheté par le sang du Christ ; ne sois pas en colère contre nous pour toujours ».

Privés des sacrements et des belles processions et cérémonies de la Semaine sainte, nous, Brésiliens, voudrions faire monter vers Dieu le cri perçant de Notre Seigneur dans son agonie : 'Eli, Eli, lamma sabactáni ?' - 'Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ?' (Mt 27, 46). Contrairement au Divin Rédempteur, aux lèvres duquel cette plainte était parfaitement sensée puisqu'Il était l'Agneau sans tache qui a pris sur Lui nos péchés, notre tempérament national nous empêche de poser une telle question.

Au cours des dernières décennies, combien de lois opposées à la Loi de Dieu ont été approuvées ! Combien de blasphèmes publics ont été soutenus par le pouvoir judiciaire et d'autres autorités ! Combien de victimes innocentes ont été sacrifiées par l'avortement ! Combien de décadence morale a eu lieu par l'acceptation du 'mariage' homosexuel, des unions libres, du divorce ! Combien d'enfants ont été corrompus par l'idéologie du genre ! Combien d'incitations à l'envie, au vol et à la haine de classe ! Combien de matérialisme pratique et d'athéisme ! Et surtout, combien mesurer l'immense défection des Pasteurs, qui n'ont pas su guider correctement leur troupeau !

Comme les habitants de Ninive dans l'Ancien Testament, ce que Dieu veut de nous en tant que bon Père n'est pas la mort, mais la repentance et la conversion, non seulement en tant qu'individus, mais en tant que Nation afin que nous puissions être à nouveau, en toute authenticité, la Terre de la Sainte-Croix.

Cette conversion — dont nous avons souligné certaines exigences — exigera de nombreux sacrifices de la part de tout en chacun en vue du bien commun. Mais nous serons impuissants à les réaliser sans la grâce divine et l'intercession très puissante de la Vierge Marie, qui est restée debout sur la Croix et nous a été donnée comme mère en cette heure tragique de suprême fidélité.

Des mesures prudentes d'isolement social et d'hygiène ne suffisent pas pour endiguer efficacement le coronavirus. Il faut avant tout prier Dieu de nous aider par l'intermédiaire

de la Vierge, dans un but sincère de conversion. Cette demande gagnera en force et pertinence si elle est formulée par nos autorités.

Ce faisant, le Brésil pourra traverser sa passion actuelle sans connaître la mort, et ressusciter à Pâques avec la force triomphante du Christ ressuscité, dans l'humanité renouvelée selon la promesse de Notre-Dame à Fatima : 'Enfin, mon Cœur immaculé triomphera !'



## INSTITUTO PLINIO CORRÊA DE OLIVEIRA

10 avril 2020

Vendredi Saint, Passion et Mort de Notre-Seigneur Jésus-Christ

---

### Notes :

1. Titre du best-seller de John Horvat, vice-président de la Société américaine pour la défense de la tradition, famille et propriété, qui a vendu plus de 330 exemplaires (cf. <https://www.returntoorder.org/>)
2. [http://www.vatican.va/roman\\_curia/pontifical\\_councils/justpeace/documents/rc\\_pc\\_justpeace\\_doc\\_20060526\\_compendio-dott-soc\\_fr.html#a](http://www.vatican.va/roman_curia/pontifical_councils/justpeace/documents/rc_pc_justpeace_doc_20060526_compendio-dott-soc_fr.html#a)) % 20Signification%20et%20principales%20implications
3. Idem Ibidem.
4. <https://www.conjur.com.br/2020-mar-30/direito-manifestacao-nao-sobrepoe-direito-saude-juiz>
5. <https://oglobo.globo.com/mundo/mais-de-40-da-populacao-do-planeta-esta-confinada-devido-pandemia-24336661>
6. Au milieu de la pandémie, la Chine fait la diplomatie des masques: <https://www1.folha.uol.com.br/colunas/tatiana-prazeres/2020/03/em-meio-a-pandemia-china-faz-diplomacia-das-mascaras.shtml>
7. Dans un coup de fil, Xi Jinping offre son aide à Trump : <https://exame.abril.com.br/mundo/xi-jinping-promete-ajuda-aos-eua-em-conversa-com-trump-sobre-coronavirus/>
8. <https://www.uol.com.br/tilt/noticias/redacao/2019/01/19/a-sociedade-mais-vigiada-do-mundo-como-a-china-usa-o-reconhecimento-facial.htm>
9. [https://www.pliniocorreadeoliveira.info/Dialogo\\_integral.htm#.Xo4gN3Jv-Uk](https://www.pliniocorreadeoliveira.info/Dialogo_integral.htm#.Xo4gN3Jv-Uk)
10. <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/renaud-girard-le-confinement-remede-pire-que-le-mal-20200406>